

Art. 2. Les dépenses sont imputées au budget du Service Public Fédéral Intérieur, Section 13, division organique 55, programme d'activités 23, allocation de base 35.40.02.

Art. 3. Une lettre d'intention de l'Etat belge à l'Organisation Internationale pour les Migrations règle les autres modalités et la manière dont l'utilisation de ce subside est justifiée.

Toute cession de créance relative à ce subside est interdite.

Art. 4. Le paiement sera versé en trois tranches sur le compte suivant:

Bénéficiaire: Organisation Internationale pour les Migrations

Banque: Citibank N.A. London - UK

IBAN: GB57 CITI 1850 08108106 14

SWIFT: CITIGB2L

Banque: Fortis Bank, 1050 Brussels

IBAN: BE28 2100 3779 7720

SWIFT: GEBABEBB36A

- première tranche de 150.000 EUR (soit cinquante pourcent de cette subvention);

- deuxième tranche de 75.000 EUR (soit vingt-cinq pourcent de cette subvention);

- troisième tranche de 75.000 EUR (soit vingt-cinq pourcent de cette subvention).

La première tranche sera versée après la signature de cet arrêté. Le paiement de la deuxième tranche est subordonné à la production d'un rapport intermédiaire détaillé des activités et des dépenses du projet.

Le paiement du solde de cette subvention est subordonné à la production d'un rapport détaillé des activités de l'organisation, du compte de débours et recettes des activités subventionnées et d'une lettre de créance.

Art. 5. La Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 décembre 2022.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration

N. DE MOOR

Art. 2. De uitgaven zijn aanrekenbaar op de begroting van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, Sectie 13, organisatieafdeling 55, activiteitenprogramma 23, basisallocatie 35.40.02.

Art. 3. Een letter of intent van de Belgische Staat aan Internationale Organisatie voor Migratie bepaalt de andere modaliteiten en de wijze waarop het gebruik van de subsidie wordt verantwoord.

Elke overdracht van schuldvorderingen betreffende deze subsidie is verboden.

Art. 4. De betaling zal in drie schijven gestort worden op de volgende rekening:

Begunstigde: Internationale Organisatie voor Migratie

Bank: Citibank N.A. London - UK

IBAN: GB57 CITI 1850 08108106 14

SWIFT: CITIGB2L

Bank: Fortis Bank, 1050 Brussels

IBAN: BE28 2100 3779 7720

SWIFT: GEBABEBB36A

- eerste schijf van 150.000 EUR (hetzij vijftig procent van deze subsidie);

- tweede schijf van 75.000 EUR (hetzij vijftwintig procent van deze subsidie);

- derde schijf van 75.000 EUR (hetzij vijftwintig procent van deze subsidie).

De eerste schijf wordt uitbetaald na de ondertekening van dit besluit. De betaling van de tweede schijf is ondergeschikt aan de voorlegging van een gedetailleerd tussentijds rapport over de projectactiviteiten en de projectuitgaven.

De betaling van de rest van deze subsidie is ondergeschikt aan de voorlegging van een gedetailleerd rapport van de activiteiten van de organisatie, een rekening van de uitgaven en ontvangsten van de gesubsidieerde activiteiten en van een schuldvordering.

Art. 5. De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 december 2022.

FILIP

Van Koningswege :

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie

N. DE MOOR

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2023/40384]

8 FEVRIER 2023. — Loi portant modification de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{ER}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi assure la transposition partielle de la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2023/40384]

8 FEBRUARI 2023. — Wet tot wijziging van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet voorziet in de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2019/2177 van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2019 tot wijziging van Richtlijn 2009/138/EG betreffende de toegang tot en uitoefening van het verzekerings- en het herverzekeringsbedrijf (Solvabiliteit II), Richtlijn 2014/65/EU betreffende markten voor financiële instrumenten, en van Richtlijn (EU) 2015/849 inzake de voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld of terrorismefinanciering.

CHAPITRE 2. — *Communication de l'identité des organes de coordination*

Art. 3. L'article 68 de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“Le ministre de la Justice notifie à la Commission européenne, à l'ABE ainsi qu'aux autres États membres l'identité des organes de coordination telle que définie à l'article 4, 14°.”

CHAPITRE 3. — *Finalités et données relatives au Registre UBO*

Art. 4. Dans l'article 74, § 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 20 juillet 2020, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

“Le registre UBO traite et met à disposition les informations visées à l'alinéa 1^{er} aux fins suivantes :

1° la protection du système financier par la prévention, la détection et l'enquête sur le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et les infractions sous-jacentes associées, telles que la corruption, les infractions fiscales et la fraude ;

2° l'application et le contrôle des obligations relatives aux embargos, aux gels des avoirs et aux autres mesures restrictives visées par les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations Unies dans le cadre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, visées par les règlements, les directives et les décisions européennes et visées par d'autres dispositions légales ;

3° assurer la transparence des entités juridiques et des constructions juridiques visées à l'alinéa 1^{er}, pour la prévention du recours abusif à des entités et constructions juridiques, y compris de l'évasion fiscale, à l'égard des autorités et entités visées à l'article 75, § 2, alinéa 1^{er}, 1° à 4° ;

4° l'identification et la vérification des données des bénéficiaires effectifs visées à l'article 75, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 6° et dans d'autres dispositions légales, par les autorités et entités visées à l'article 75, § 2, alinéa 1^{er}, 1° à 4° et, le cas échéant et dans la mesure où l'accès leur est accordé, par les personnes physiques et morales visées à l'article 75, § 2, alinéa 1^{er}, 5° et 6°.”

Art. 5. L'article 75 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 2 juin 2021, est remplacé par ce qui suit :

“Art. 75. § 1^{er} Le registre UBO collecte et traite les catégories suivantes de données à caractère personnel des bénéficiaires effectifs visés à l'article 74, § 1^{er}, alinéa 1^{er} :

- 1° les données d'identification ;
- 2° les données de contact et de résidence ;
- 3° la (les) catégorie(s) de bénéficiaire effectif à laquelle il appartient :
 - a) dans le cas d'une société :
 - i) la ou les catégorie(s) de personnes visées à l'article 4, 27°, alinéa 2, a) ;
 - ii) s'il s'agit d'une personne qui remplit une des conditions énumérées à l'article 4, 27°, alinéa 2, a), individuellement ou avec d'autres personnes ;
 - iii) s'il s'agit d'un bénéficiaire effectif direct ou indirect ;
 - b) dans le cas d'une association sans but lucratif, d'une association internationale sans but lucratif ou d'une fondation :
 - i) la ou les catégorie(s) de personnes visées à l'article 4, 27°, alinéa 2, c) ;
 - ii) s'il relève d'une ou plusieurs catégories de personnes énumérées à l'article 4, 27°, alinéa 2, c), individuellement ou conjointement avec d'autres, dont il relève ;
 - c) dans le cas d'un trust, fiducie ou constructions juridiques similaires, la ou les catégories de bénéficiaire effectif visées à l'article 4, 27°, alinéa 2, d) dont il relève ;
 - 4° la nature et l'étendue de l'intérêt économique ou de contrôle qu'ils détiennent dans les entités et constructions visées à l'article 74, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;
 - 5° la date à laquelle il est devenu bénéficiaire effectif de l'entité ou construction visée à l'article 74, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;
 - 6° lorsqu'il s'agit d'un bénéficiaire effectif indirect, les données d'identification des intermédiaires.

HOOFSTUK 2. — *Mededeling van de identiteit van coördinatieorganen*

Art. 3. Artikel 68 van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten wordt aangevuld met een lid, luidende:

“De minister van Justitie brengt ter kennis aan de Europese Commissie, de EBA en de andere lidstaten de identiteit van de coördinatieorganen zoals gedefinieerd in artikel 4, 14°.”

HOOFDSTUK 3. — *Doeleinden en gegevens met betrekking tot het UBO-register*

Art. 4. In artikel 74, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2020, wordt tussen het eerste en tweede lid een lid ingevoegd, luidende:

“Het UBO-register verwerkt en stelt de in het eerste lid bedoelde informatie ter beschikking voor de volgende doeleinden:

1 de bescherming van het financiële stelsel middels preventie, opsporing en onderzoek van witwassen en terrorismefinanciering en de daarmee verband houdende basisdelicten, zoals corruptie, fiscale misdrijven en fraude;

2 de toepassing en de controle van de verplichtingen inzake embargo's, bevrozingen van tegoeden en andere beperkende maatregelen bedoeld in de resoluties aangenomen door de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties in het kader van Hoofdstuk VII van het Handvest van de Verenigde Naties, bedoeld in de Europese verordeningen, richtlijnen en besluiten en bedoeld in andere wettelijke bepalingen;

3 de transparantie voorzien van de juridische entiteiten en juridische constructies bedoeld in het eerste lid, ter voorkoming van het misbruik van deze entiteiten en constructies, met inbegrip van belastingontwijking, ten aanzien van de autoriteiten en entiteiten bedoeld in artikel 75, § 2, eerste lid, 1° tot en met 4°;

4 de identificatie en verificatie van de gegevens van uiteindelijke begunstigen bedoeld in artikel 75, § 1, eerste lid, 1° tot en met 6° en in andere wettelijke bepalingen, door de autoriteiten en entiteiten bedoeld in artikel 75, § 2, eerste lid, 1° tot en met 4° en, in voorkomend geval en voor zover zij toegang krijgen, door natuurlijke en rechtspersonen bedoeld in artikel 75, § 2, eerste lid, 5° en 6°.”

Art. 5. Artikel 75 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 2 juni 2021, wordt vervangen als volgt:

“Art. 75. § 1. Het UBO-register verzamelt en verwerkt de volgende categorieën van persoonsgegevens van uiteindelijke begunstigen bedoeld in artikel 74, § 1, eerste lid:

- 1° de identificatiegegevens;
- 2 de contact- en verblijfsgegevens;
- 3° de categorie(ën) van uiteindelijke begunstigde waartoe hij behoort:
 - a) in het geval van een vennootschap:
 - i) de categorie(ën) van personen bedoeld in artikel 4, 27°, tweede lid, a);
 - ii) of het gaat om een persoon die één van de voorwaarden vervult die worden vermeld in artikel 4, 27°, tweede lid, a), afzonderlijk of samen met andere personen;
 - iii) of het gaat om een rechtstreekse of onrechtstreekse uiteindelijke begunstigde;
 - b) in het geval van een vereniging zonder winstoogmerk, een internationale vereniging zonder winstoogmerk of een stichting:
 - i) de categorie(ën) van personen bedoeld in artikel 4, 27°, tweede lid, c);
 - ii) de één of meerdere categorieën van personen opgesomd in artikel 4, 27°, tweede lid, c), afzonderlijk of samen met anderen, waartoe hij behoort;
 - c) in het geval van een trust, fiducie of soortgelijke juridische constructie de categorie(ën) van uiteindelijke begunstigde bedoeld in artikel 4, 27°, lid 2, d);
 - 4° de aard en omvang van het door hen gehouden economisch belang of zeggenschap in de entiteiten en constructies bedoeld in artikel 74, § 1, eerste lid;
 - 5° de datum waarop hij uiteindelijke begunstigde is geworden van de entiteit of constructie bedoeld in artikel 74, § 1, eerste lid;
 - 6° in het geval van een onrechtstreekse uiteindelijke begunstigde, de identificatiegegevens van de tussenpersonen.

Les informations sont fournies au registre UBO par voie électronique, conformément à l'article 1:35 du Code des sociétés et des associations.

Les informations visées à l'alinéa 1^{er}, et toutes les informations et documents reçus par le registre UBO sont conservés durant une période de maximum dix ans à compter du jour de la perte de la personnalité juridique des entités visées à l'article 74, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ou de la cessation définitive de leurs activités.

Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres le mode de collecte des informations, le contenu des informations collectées, la gestion, l'accès, l'utilisation des données, les modalités de vérification des données et le fonctionnement du registre UBO.

§ 2. Les informations contenues dans le registre UBO sont accessibles conformément à la présente loi et à d'autres dispositions légales et en application des modalités concernant l'accès, pour :

1° les autorités compétentes définies à l'article 4, 17°/1, en temps utile et sans aucune restriction ;

2° les autorités compétentes pour l'application et le contrôle des obligations relatives aux embargos, aux gels des avoirs et aux autres mesures restrictives visées par les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations Unies dans le cadre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, visées par les règlements, les directives et les décisions européennes et visées par d'autres dispositions légales, en temps utile et sans aucune restriction ;

3° les autorités émanant du pouvoir fédéral ou des Communautés et des Régions chargées de rechercher ou de contrôler les bénéficiaires effectifs, tels que définis dans les Règlements européens, à l'article 4, 27° de la présente loi ou dans d'autres dispositions légales, afin de remplir leurs obligations en vertu de ces Règlements et dispositions légales, en temps utile et sans aucune restriction ;

4° les entités assujetties visées à l'article 5, §§ 1^{er} et 2, en temps utile et dans le cadre de l'exécution de leurs obligations en matière de vigilance à l'égard de la clientèle ;

5° toute personne physique ou morale qui peut démontrer un intérêt légitime, aux données déterminées par le Roi conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 4 ;

6° toute personne physique ou morale qui introduit une demande écrite à l'Administration de la Trésorerie, portant sur un trust, une fiducie ou une construction juridique similaire qui contrôle une autre société ou personne morale que celle visée à l'article 1:33 du Code des sociétés et des associations ou une autre entité juridique, par propriété directe ou indirecte, notamment au moyen d'actions au porteur ou par le biais d'un contrôle par d'autres moyens, aux données déterminées par le Roi conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 4.

La consultation du registre UBO est gratuite."

Art. 6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 février 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)
Documents : K55-3054
Compte rendu intégral : 26 janvier 2023.

De informatie wordt op elektronische wijze aan het UBO-register meegedeeld overeenkomstig artikel 1:35 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

De informatie bedoeld in het eerste lid en elke informatie en elk document ontvangen door het UBO-register wordt gedurende een periode van maximum tien jaar bewaard vanaf de dag van het verlies van de rechtspersoonlijkheid van de entiteiten bedoeld in artikel 74, § 1, eerste lid, of de definitieve stopzetting van hun activiteiten.

De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de wijze waarop de informatie wordt verzameld, de inhoud van de verzamelde informatie, het beheer, de toegang, het gebruik van de gegevens, de modaliteiten voor de verificatie van de gegevens en de werking van het UBO-register.

§ 2. De informatie in het UBO-register is toegankelijk overeenkomstig deze wet en andere wettelijke bepalingen en met toepassing van de nadere regels betreffende de toegang voor:

1° de bevoegde autoriteiten gedefinieerd in artikel 4, 17°/1, tijdig en zonder enige beperking;

2° de autoriteiten bevoegd voor de toepassing en de controle van de verplichtingen inzake embargo's, bevrozingen van tegoeden en andere beperkende maatregelen bedoeld in de resoluties aangenomen door de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties in het kader van Hoofdstuk VII van het Handvest van de Verenigde Naties, bedoeld in de Europese verordeningen, richtlijnen en besluiten en bedoeld in andere wettelijke bepalingen, tijdig en zonder enige beperking;

3° autoriteiten die uitgaan van de federale overheid of de Gemeenschappen en Gewesten belast met het opsporen of controleren van uiteindelijke begunstigden, zoals gedefinieerd in Europese verordeningen, in artikel 4, 27° van deze wet of in andere wettelijke bepalingen, om te voldoen aan de verplichtingen die op hen rusten krachtens deze verordeningen en wettelijke bepalingen, tijdig en zonder enige beperking;

4° de onderworpen entiteiten bedoeld in artikel 5, §§ 1 en 2, tijdig en in het kader van de nakoming van hun verplichtingen inzake waakzaamheid ten aanzien van de cliënten;

5° elke natuurlijke of rechtspersoon die een legitiem belang kan aantonen, tot de gegevens die door de Koning bepaald worden overeenkomstig paragraaf 1, vierde lid;

6° elke natuurlijke of rechtspersoon die een schriftelijke aanvraag indient bij de Administratie van de Thesaurie met betrekking tot een trust, fiducie of soortgelijke juridische constructie die zeggenschap heeft in een andere dan de in artikel 1:33 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen bedoelde vennootschap of rechtspersoon of in een andere juridische entiteit, hetzij door rechtstreekse of indirecte eigendom, met inbegrip van het houden van toonderaandelen, hetzij via zeggenschap met andere middelen, tot de gegevens die door de Koning bepaald worden overeenkomstig paragraaf 1, vierde lid.

De raadpleging van het UBO-register is kosteloos."

Art. 6. Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 8 februari 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)
Stukken : K55-3054
Integraal verslag : 26 januari 2023.